Un processus continu de développement industriel : le textile dans la région lilloise (années 1770 - années 1820)

A Continuous Process of Industrial Development: Textiles in the Region of Lille

Mohamed Kasdi et Didier Terrier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11095>

DOI : 10.4000/ahrf.11095

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2008

Pagination : 121-154

ISBN : 978-2200-92514-7

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Mohamed Kasdi et Didier Terrier, « Un processus continu de développement industriel : le textile dans la région lilloise (années 1770 - années 1820) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 352 | avril-juin 2008, mis en ligne le 01 juin 2011, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11095> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11095>

UN PROCESSUS CONTINU DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL : LE TEXTILE DANS LA RÉGION LILLOISE (ANNÉES 1770-ANNÉES 1820)

Mohamed KASDI
Didier TERRIER

Au milieu des années 1780, l'activité textile dans la région lilloise est à bout de souffle tant l'inadaptation du système productif régional au caractère mouvant des marchés se fait sentir. Au seuil des années 1800, le changement de décor a eu lieu : la prospérité est de retour et il ne fait guère de doute que l'avenir est au coton. Entre ces deux bornes, une quinzaine d'années décisives : la décennie révolutionnaire, vue de la région lilloise, ne connaît rien du « grand déclassé » que stigmatisait Pierre Chaunu. Nouvelles règles du jeu industriel, adéquation à la nouvelle donne des débouchés commerciaux, réorganisation des procès de production et réaménagement de la carte productive : en ces années tourmentées, la région lilloise, à force d'industrie, génère en son sein les prodromes de la modernité.

Mots-clés : Lille, Révolution et Empire, industries textiles, coton, entrepreneurs, développement économique, consommation, vêtement.

En 1826, l'arrondissement de Lille compte près de 258 000 habitants et présente un degré d'urbanisation exceptionnel : plus d'un habitant sur deux habite en milieu urbain, tandis que Lille, avec 65 000 personnes, concentre l'essentiel des activités textiles. Toutefois, si elle délaisse petit à petit la laine pour s'adonner, non sans succès, au lin et au coton, la capitale économique de la France septentrionale doit désormais compter

avec son plat pays : l'émergence de Roubaix et de Tourcoing va de pair avec le dynamisme des petites villes et des bourgs ruraux où se combinent dispersion et concentration du travail manufacturier avec succès. Accumulation de capitaux et de savoir-faire, densité de la main-d'œuvre et ouverture sur les marchés extra-régionaux, proximité de l'Angleterre et esprit d'innovation, croissance des productions et modernisation de l'appareil productif : le développement industriel est au rendez-vous. Ce dynamisme n'a cependant rien de fortuit. Il s'inscrit dans une tradition manufacturière très ancienne, renforcée par un bel essor lors des toutes dernières décennies du XVIII^e siècle. Sur fond de progrès agricoles, les ateliers urbains se sont alors multipliés, les activités proto-industrielles se sont renforcées et bien des négociants ont acquis une envergure semblable à celle de leurs homologues des places marchandes parmi les plus huppées au sein de l'Europe du Nord-Ouest. En 1789, la région lilloise n'abrite-t-elle pas déjà un peu plus de 210 000 habitants, et le plat pays ne révèle-t-il pas des densités « à la chinoise » qui ne se rencontrent nulle part ailleurs, ou presque, en Europe ?

Si la continuité entre les deux périodes est évidente, il reste que les auteurs qui se sont attachés à décrire en longue durée l'évolution économique de la région lilloise, ou bien partent de loin pour s'arrêter en 1789, ou bien débutent en 1804 pour s'engager plus avant dans le XIX^e siècle¹. La séquence révolutionnaire n'est ainsi jamais prise en compte pour elle-même, sauf quand il s'agit, à partir des données fournies par la statistique du préfet Dieudonné, de comparer terme à terme les performances de l'appareil productif au début de la Révolution et sous le Consulat². De la sorte, évidemment, serait-on tenté de dire, le recul des productions manufacturières et la diminution de la main-d'œuvre occupée d'industrie au cours des années 1790 sautent aux yeux. Le recul est à ce point généralisé qu'on a d'ailleurs peine à comprendre comment, dans une région à ce point densément peuplée, toutes les petites gens aient pu trouver, lors de l'épisode révolutionnaire, de quoi subsister... alors même qu'elles ne

(1) Cet article est le fruit d'une rencontre autour de curiosités communes. Au point de départ, la thèse de Mohamed KASDI, *La naissance de l'industrie cotonnière dans le département du Nord (1700-1830). Un produit, des consommateurs, des entrepreneurs*, soutenue à l'Université Charles-de-Gaulle/Lille 3 sous la direction de Jean-Pierre Hirsch et Gérard Gayot en 2006. Au point d'arrivée, la satisfaction d'avoir cheminé de concert en s'épaulant mutuellement dans le traitement d'une question évoquée lors de la soutenance.

(2) Christophe DIEUDONNÉ, *Statistique du département du Nord* (ans X-XII), rééd. Brionne, Monfort le Portulan, 3 vol., 1972.

disposaient que du minimum vital lors de la décennie précédente³ ! Étrange paradoxe, qui en dit long sur la manière dont on a facilement avalisé une enquête pourtant discutable à bien des égards. Commande de l'État, en l'occurrence du ministre de l'Intérieur, le travail du préfet Dieudonné soulève bien des interrogations quand il prétend nous donner une image du décalage entre le temps de la prospérité antérieure à la Révolution et celui du marasme ultérieur. Peut-on se fier aux informations reconstituées tant bien que mal sur la situation économique en 1789 quand on sait que, pressé par l'administration centrale, le préfet enjoint à chaque maire de confier la collecte des données à une personne digne de confiance dont on exige qu'elle travaille vite et... de façon approximative⁴ ? En outre, par-delà toutes les réserves méthodologiques que l'on peut émettre quant à la fiabilité de l'enquête, comment ne pas s'étonner d'une démarche qui, en opposant terme à terme deux dates fixes, ignore à ce point une imbrication des temporalités et un enchevêtrement des secteurs et des branches de production que l'on devine pourtant complexes ?

Il faut donc reprendre le dossier, faire la part entre les ruptures et les continuités qui, toutes, contribuent à modeler un espace productif ne cessant d'évoluer sans renier pour autant son identité première. C'est vrai à l'échelle du demi-siècle qui s'écoule entre les années 1770 et les années 1820. C'est vrai aussi à l'échelle de la décennie révolutionnaire *stricto sensu*. Les perturbations engendrées par la rupture des circuits économiques, les jeux de frontières et les opérations militaires (dont la région lilloise constitue un temps l'un des théâtres) ont-ils nécessairement engendré cet étonnant hiatus..., suivi d'une renaissance quasi-spontanée sous le Consulat ? Ne faut-il pas, au contraire, changer de perspective et se demander si, entre 1789 et 1799, cette région n'a pas poursuivi, vaillamment, la mue qui en fera l'une des régions françaises les plus précocement engagées dans la première révolution industrielle ?

(3) S'agissant de la Flandre autrichienne, toute proche et à bien des égards dotée de caractéristiques économiques et sociales semblables, une étude minutieuse (et trop peu connue) sur l'évolution du niveau des consommations alimentaires, concluait, il y a plus d'un quart de siècle, à « une détérioration du niveau de vie pour la plus grande partie de la population » à la fin de l'Ancien régime : « Pour les pauvres gens, même l'achat des produits alimentaires les plus nécessaires devait certainement être un souci journalier primordial » : Charles VANDENBROECKE, *Agriculture et alimentation*, Gent, Belgisch Centrum voor Landelijke Geschiedenis, 1975, p. 621 sq.

(4) Archives départementales (désormais AD) Nord, M 641/43, Statistique du département du Nord par Dieudonné, Correspondance adressée à Dieudonné concernant la préparation de la statistique.

Années 1770-1780 : les vents de l'innovation sont-ils porteurs ?

Quand il s'agit de mettre en place une fabrication de qualité, de conquérir de nouveaux marchés puis de garder ses positions, la manufacture rurale de Roubaix ne cesse, tout au long du XVIII^e siècle, de se heurter au comportement hégémonique des Lillois. À ce titre, le conflit qui oppose Lille et Roubaix autour de l'arrêt du Conseil de 1762 autorisant les habitants des campagnes « à filer toute espèce de matière, à fabriquer toutes sortes d'étoffes et à leur donner tous les apprêts en se conformant aux règlements » est emblématique de l'évolution des rapports entre la ville et son plat pays et, partant, de la manière dont les tensions générées débouchent sur l'innovation économique⁵.

Le cas roubaisien

Vers 1770, Lille et Roubaix ne forment *a priori* qu'un seul et même territoire de production : pour les grands négociants lillois, soucieux de disposer de « deux râteliers du Négoce »⁶, les métiers lillois (qui régissent l'activité de tous les tisserands dispersés dans la ville *intra muros*) et la « fabrique » roubaisienne (le terme désigne les ateliers à domicile disséminés dans la petite ville et son plat-pays) ne font qu'un. Ainsi, les uns garantissent un approvisionnement en étoffes de qualité homogène et régulière dans le temps tandis que les autres permettent une production flexible et une adaptation plus souple aux exigences changeantes de la clientèle. Toutefois, en rester à un tel schéma reviendrait à faire bon compte des ambitions roubaisiennes – qui sont réelles – quand il s'agit de conquérir une relative autonomie. Ce bourg de quelque 8 000 habitants à la fin du siècle compte en 1781 près de 1 500 métiers battants, auxquels s'ajoutent les tisserands qui œuvrent pour la fabrique dans les villages alentour, Croix, Marcq-en-Baroeul, Wasquehal, Flers, Hem, Mouvaux, tandis que la filature occupe des bras jusqu'en Artois. Bref, si Roubaix est située dans l'orbite de Lille, elle met aussi en mouvement ses propres satellites. Tout se passe donc comme si le territoire productif roubaisien, enchâssé dans un territoire lillois plus vaste, avait besoin de conquérir son

(5) Jean-Pierre HIRSCH, *Les deux rêves du Commerce. Entreprise et institution dans la région lilloise (1780-1880)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1991, p. 157-160.

(6) *Ibidem*, p. 157.

autonomie pour tirer parti de son savoir-faire et de ses réseaux afin de voler de ses propres ailes⁷.

**Document n° 1 : Production annuelle moyenne de toiles
(par décennie) dans le ressort de Roubaix (1700-1790)**

Dates	Production moyenne	Basins	%	Calemandes	%
1700-1709	5 597	663	11,8	4 934	88,2
1710-1719	7 172	463	6,4	6 709	93,6
1720-1729	13 235	992	7,5	12 243	92,5
1730-1739	19 856	2219	11,2	17 637	88,8
1740-1749	25 081	2 586	10,3	22 495	89,9
1750-1759	29 920	3 026	10,1	26 894	89,9
1760-1769	33 269	5 556	16,7	27 713	83,3
1770-1779	36 842	7 954	21,6	28 888	78,4
1780-1789	34 868	11 117	31,8	23 751	68,2
1790	34 115	18 102	53,0	16 013	47,0

Source : M. KASDI, « La naissance de l'industrie cotonnière... », thèse citée, p. 124

Tenaces, opiniâtres, les marchands-fabricants roubaisiens se montrent soucieux d'épouser la configuration mouvante des marchés et exportent leurs étoffes légères de laine dans toute la France, aux Pays-Bas, en Espagne, en Italie, mais encore par-delà les mers. Ils inventent de nouveaux produits : calemandes larges ou étroites, damassées, à mouches ; serges (serges de Rome, ou bourats, serges communes ou raz-de-Gênes, serges de Nîmes, serges de Londres, bourats unis à la façon de Hollande), prunelles, satins turcs, damas, moncahiards, panettes, lastings, molletons. À côté de toutes ces étoffes faites de laine pure, il faut ajouter d'autres sortes d'étoffes de lin et de coton, telles les grisettes à la façon de Hollande, les Lyonnaises, les Dauphines, etc. D'ailleurs, la mise en parallèle de la fabrication des basins avec celle des calemandes (les deux principales productions) montre à quel point les Roubaisiens jouent pré-

(7) Voir à ce sujet l'article de Chantal PÉTILLON, « S'adapter à la mode et tenir la qualité : la Fabrique rurale de Roubaix », dans Giovanni Luigi FONTANA, Gérard GAYOT (éd.), *Wool : Products and Markets (13th-20th century)*, Padova, Coop.Libraria Editrice Università di Padova, 2004, p. 1103-1114.

cocement la carte de la substitution progressive du coton à la laine (document n° 1). Sur fond de stabilisation du niveau global d'activité succédant à une hausse continue des années 1720 aux années 1760, les basins prennent de plus en plus d'importance et finissent par présenter, à la veille de la Révolution, un niveau de production analogue à celui des calemandes. De plus, on relève que les toiles de coton, contrairement à celles de laine, restent indifférentes à la conjoncture difficile de la période pré-révolutionnaire.

Ainsi, sans verser pour autant dans la laine mérinos ou le cardé, ces marchands-fabricants explorent les marchés où la qualité prime. Passés maîtres dans l'art de s'immiscer dans les interstices de la réglementation et de jouer d'une logique territoriale plurielle, ils manient à leur tour « deux râteliers » : à main droite, la satisfaction des commandes passées par les grands négociants lillois ; à main gauche, l'approvisionnement des nouveaux marchés qu'ils ont inventés de toutes pièces.

Dans les deux dernières décennies de l'Ancien Régime, la fabrique rurale de Roubaix joue un rôle d'éclaireur : elle prépare son avenir en montrant aux autres bourgs du plat pays qu'il y a des autonomies à conquérir. Plus encore, elle montre à tous, Lillois compris, que la pérennisation du succès pluriséculaire de la manufacture passe par l'invention de nouveaux marchés et la mise au point de nouveaux produits.

Un renouvellement limité du tissu productif

Si l'on ne peut certes se satisfaire du seul cas roubaisien, les informations dont on dispose pour l'ensemble de la région lilloise sont parcelaires et interdisent une pesée globale des initiatives allant dans le sens de l'innovation. Toutefois, ici ou là apparaissent les indices d'une mobilisation au service d'un renouvellement du tissu productif. Suffisent-ils pour autant à accréditer l'idée selon laquelle la région lilloise parviendrait alors à surmonter inerties et pesanteurs ?

Le rôle des initiatives privées est manifeste : les tentatives associant un technicien et des détenteurs de capitaux locaux se multiplient en cette fin de siècle, à Lille comme dans le plat pays. À l'occasion, les États provinciaux de Flandre pallient les déficiences du système financier en accordant, par exemple, des subventions à tous ceux qui, de part et d'autre de la frontière, sollicitent les aides, et obtiennent satisfaction pourvu que leur dossier soit jugé solide. L'inventaire exhaustif des aides accordées ou refusées par les États reste à faire, et il est vrai que toute décision s'inscrit continuellement dans un jeu complexe, où les acteurs de l'économie et les responsables des

différents niveaux institutionnels (l'État, les États provinciaux, les Magistrats des villes, etc.) collaborent, s'opposent ou rusent les uns avec les autres⁸. Si bien des tentatives sont éphémères, le renouvellement des hommes et des produits existe bel et bien ailleurs qu'à Roubaix et ne se limite pas au coton. S'il concerne aussi la laine, c'est plutôt du côté des fibres mélangées lin et coton qu'il est le plus perceptible. Au cours des années 1770, c'est à Armentières, Comines et Halluin que se concentrent l'essentiel des initiatives relatives à la fabrication des toiles à carreaux. Chaîne en lin blanchi au préalable, trame en coton teinte en bleu ou plus souvent en rouge : de nombreux tisseurs « fabriquent ces étoffes sur les demandes qui leur sont faites par les marchands qui les débitent en gros et en détail »⁹.

Si l'absence d'« égards jurés » dans chacune de ces villes rend impossible une mesure de la production de ces étoffes, le cas de la famille Hovyn, à Comines, est exemplaire de la mutation de la production des toiles. De père en fils, on passe de la rubanerie à la fabrication de basins dans les années 1750, puis à celle des toiles à carreaux dans le dernier tiers du siècle. En 1788, Comines compte une douzaine de fabricants, dont le niveau d'activité est variable. À Halluin, ils sont une trentaine à procéder de la sorte, et ils sont également fort nombreux à Armentières. Il arrive d'ailleurs que ces fabriques soient d'importance : à Comines, Victor-François Van Popellen occupe 150 ouvriers¹⁰.

Toutefois, par-delà les réussites ponctuelles ou locales, la tradition l'emporte. Il n'est que de constater la faiblesse de l'indiennage régional. Cinq fabriques se créent à Lille entre 1765 et 1786 : toutes échouent. En 1786, seulement deux d'entre elles sont en activité à Lille. C'est là faire pâle figure quand on sait qu'il existe alors une quarantaine d'indienneuses en Normandie, quatorze en région lyonnaise, treize en région parisienne ou huit à Nantes même¹¹. Deux établissements sur un total de cent quinze pour tout le royaume : la région lilloise est à la traîne, alors même que les marchands débiteurs de toiles peintes augmentent, tant l'engouement des consommateurs régionaux est certain.

(8) Didier TERRIER, « La dispersion rurale du travail en France : logique d'implantation et gestion d'un espace productif, 1650-1780 » dans Giura VINCENZO (a cura di), *Gli insediamenti economici e le loro logiche*, Napoli, Edizioni Scientifiche Italiane, 1998, p. 87-107.

(9) Didier TERRIER, Philippe TOUTAIN, *Le travail et les hommes à Comines au XVIII^e siècle*, Comines, Mémoires de la Société d'Histoire de Comines-Warneton, 1978, p. 152.

(10) *Ibidem*, p. 150.

(11) Serge CHASSAGNE, « Le coton », dans Gérard BÉAUR, Philippe MINARD et Alexandra LACLAU (éd.), *Atlas de la Révolution française*, t. 10 : *Économie*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1997, p. 80-81.

En définitive, la promotion de Roubaix et d'autres petites bourgades du plat pays ne doit pas faire illusion : par-delà le niveau d'activité général, qui reste très important, la région lilloise est en relative perte de vitesse à la veille de la Révolution. Les étoffes de laine légères et les toiles de lin grossier l'emportent encore, pour l'essentiel. Quand le coton prend ici ou là le dessus, c'est au prix d'une valeur ajoutée inférieure à ce qu'elle procure dans d'autres régions. Enfin, quand les fibres mélangées l'emportent, c'est un peu comme si l'adaptation au marché n'exigeait pas autre chose qu'une modernisation à mi-mot. Plusieurs raisons expliquent cette situation :

- la rivalité avec la Flandre autrichienne, tout d'abord. Si l'on se limite au seul exemple du lin, l'insécurité sur les approvisionnements en matière première de l'autre côté de la Lys est continu. Les meilleures blanchisseries sont situées entre Menin et Courtrai, en Flandre autrichienne donc ; la fraude, de surcroît, est très active... et s'opère en partie avec la complicité des principales instances du négoce lillois qui se chargent de diffuser ces étoffes dans le royaume ;

- le malthusianisme économique des Lillois, ensuite : tous les bourgs et les villages ne parviennent pas à s'émanciper de la tutelle des grands négociants de la place avec autant de réussite que ceux de Roubaix, même si concessions et libertés sont arrachées ici ou là ;

- la concurrence nationale joue un rôle considérable, notamment pour les nouveaux marchés qui se découvrent ;

- une certaine inertie locale joue aussi : à la veille de la Révolution, les productions traditionnelles l'emportent largement sur les nouveautés.

En conséquence, vents porteurs et vents contraires s'affrontent, et le navire ne progresse pas aussi vite qu'il aurait pu le faire. Les ferments de la modernisation économique existent, assurément. Indépendamment du niveau général de l'activité manufacturière, ils tardent cependant à entraîner au grand large l'ensemble de l'activité textile. Triomphaliste, le bilan pré-révolutionnaire dressé par le préfet Dieudonné ne prend pas en compte toutes ces données. Il ignore les effets ravageurs du traité de commerce conclu en 1786 avec l'Angleterre, comme il passe sous silence l'importance du niveau des faillites et l'ampleur du renouvellement des dynasties marchandes lors de la deuxième moitié du XVIII^e siècle¹².

(12) Gérard GAYOT, « Le point sur le renouvellement des dynasties d'entrepreneurs à travers la Révolution », dans Gérard GAYOT, Jean-Pierre HIRSCH (éd.), *La Révolution française et le développement du capitalisme*, Villeneuve d'Ascq, *Revue du Nord*, hors série Histoire, 1989, p. 348-353.

Années 1800-1820 : un épanouissement plutôt qu'une restauration

En une petite trentaine d'années, tous les indicateurs économiques, ou peu s'en faut, sont à la hausse. Mieux, la région lilloise voit alors se mettre en place toutes les conditions nécessaires à une croissance durable. Timide, limitée à quelques secteurs, la modernisation de l'appareil industriel est tout de même en marche.

Les transformations du tissu industriel

Si elles sont fort lacunaires, les statistiques relatives à l'activité industrielle dans l'arrondissement de Lille en 1824-1825 sont les seules disponibles pour l'ensemble de la période ; elles présentent en outre l'intérêt de se situer juste avant une période de ralentissement économique et de redéploiement de l'activité industrielle. Elles permettent de dresser une typologie des aires de production en fonction de trois critères : la nature des fibres travaillées, la combinaison des types de production et l'importance approximative de l'activité économique¹³.

Cinq types d'aire économique peuvent ainsi être caractérisés :

– Lille et les communes environnantes concentrent évidemment l'essentiel du potentiel industriel de la région. Le lin connaît un regain de vigueur grâce, notamment, au fil retords : en 1822, on trouve dans la ville 17 500 ouvriers fileurs et/ou retordeurs. Si le travail de la laine est en net recul, le coton a pris le relais. 280 000 broches et 176 tonnes de filés en 1822, 240 tonnes de filés en 1825 : les premières utilisations de la machine à vapeur, l'introduction de la fabrication du tulle et l'amplification des relations avec Tarare jouent un rôle prépondérant dans le dynamisme d'une économie locale où, à bien des égards, le coton s'est substitué à la laine ;

– Armentières et la vallée de la Lys restent fidèles, pour l'essentiel, au lin. Il est toutefois difficile d'en dire davantage : l'organisation dispersée du filage et du tissage de fils de lin grossier échappe à toute appréciation statistique, et seules les productions marginales (fils retords et rubans à Comines, toiles mélangées lin/coton) font l'objet d'une mesure chiffrée ;

(13) La thèse de Pierre POUCHAIN, *L'industrialisation de la région lilloise de 1800 à 1880*, sous la direction de Marcel Gillet, université Lille 3, 1980, livre aux chercheurs un relevé exhaustif de toutes les séries statistiques disponibles sur le sujet dans la série M des Archives départementales du Nord.

– Roubaix et ses marges, où le coton connaît une expansion remarquable : entre 55 000 et 65 000 broches au début des années 1820, auxquelles s’ajoute une production qui, portée par une innovation permanente, repose sur une combinaison de fibres dont la base reste le coton ;

– Tourcoing, où l’industrie de la laine prospère autour du travail de la laine peignée (il y a là un effet de niche qui mériterait d’être explicité) ;

– le monde rural, parsemé de petites bourgades dynamiques (ex : Seclin), où de nombreuses activités artisanales et proto-industrielles, adossées aux activités urbaines, assurent des compléments de ressources à une population qui reste encore nombreuse¹⁴.

La mesure du dynamisme démographique de chaque localité, pourvu que l’on veuille croiser l’importance de chaque localité et la vigueur de sa croissance, nous donne une idée des flux de main-d’œuvre et, partant, des recompositions spatiales qui affectent la région. Assurément, Lille (avec sa proche banlieue) conserve toute son importance : on y trouve un peu moins d’un tiers de la population régionale en 1826. L’attractivité de la ville reste cependant mesurée : seule la création d’emplois sur un rythme soutenu sur les marges, à Wazemmes notamment, permet à celle-ci de s’accroître à un rythme légèrement supérieur à 25 % lors du premier quart du XIX^e siècle¹⁵. C’est mieux que dans la vallée de la Lys où, hormis à Halluin, les taux de croissance sont si bas que l’on peut supposer un solde migratoire qui n’est pas loin d’être négatif, comme à Armentières ou à Comines par exemple. C’est moins bien que dans l’aire roubaisienne et à Tourcoing, vers lesquelles se déplace le centre de gravité du dynamisme économique et du recrutement de la main-d’œuvre dans la région. Tourcoing passe de 10 830 habitants en 1801 à 16 628 en 1826, soit 54 % de progression en un quart de siècle. Roubaix fait encore mieux en passant de 8 151 à 13 132, soit 61 % d’augmentation dans le même laps de temps. De toute évidence, la laine ne vaut pas le coton : c’est vers Roubaix que converge en priorité une main-d’œuvre d’ouvriers du textile qui, pour l’essentiel, provient des campagnes environnantes, de part et d’autre de la frontière, et en particulier du Courtrais et du Tournaisis¹⁶.

(14) *Ibidem*, p. 202 à 253.

(15) Wazemmes : située aux marges de la capitale régionale, cette commune passe de 5 095 en 1801 à 7 171 en 1826.

(16) Chantal PÉTILLON, *La population de Roubaix. Industrialisation, démographie et société, 1750-1880*, Villeneuve-d’Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2006, p. 83 sq.

**Carte 1 : Industries et aires de production textiles
dans l'arrondissement de Lille vers 1825**

Reproduction ou renouvellement des hommes ?

La question est désormais entendue : sur 80 notables concourant à l'élection du tribunal de commerce en 1833, il n'est pas possible de trouver plus d'un entrepreneur sur trois dont l'appartenance au monde des affaires de la région lilloise ne remonte au moins au-delà de la Révolution. Tous les autres, soit deux sur trois, sont des fils dont les pères étaient impliqués dans les affaires locales avant 1789 et souvent dans la même branche d'activité. Parmi eux, un sur quatre tient même l'entreprise d'un grand-père installé dans la place. Évoquant un Derode-Mathis ou un

Carte 2 : Le dynamisme démographique de la région lilloise entre 1801 et 1827

Descamps qui appartiennent à coup sûr à la cinquième génération, l'un dans le négoce, l'autre dans la filterie, J.-P. Hirsch peut donc parler du « caractère introverti » d'un milieu où de nombreux jeunes entrepreneurs sont avant tout des héritiers¹⁷. Ce constat prend d'ailleurs toute sa force quand on sait, à en croire l'Almanach de 1789, qu'un tiers seulement des entrepreneurs avait alors une filiation directe dans le commerce local depuis la première moitié du XVIII^e siècle, deux tiers étant des hommes nouveaux, à la veille de la Révolution. Les turbulences révolutionnaires

(17) Jean-Pierre HIRSCH, *Les deux rêves du Commerce...*, op. cit., chap. 1.

n'ont pas changé les règles et provoqué un renouvellement des dynasties entrepreneuriales. Au tout début de la Monarchie de Juillet, les continuités importent bien plus qu'à la fin de l'Ancien Régime¹⁸.

Est-ce à dire que ce qui est vrai pour l'élite des entrepreneurs de la région, toutes activités confondues, l'est également pour les autres, souvent plus modestes, dans un secteur neuf comme le coton ? Entre le premier Empire et la Monarchie de Juillet, l'industrie cotonnière opère une profonde mutation de ses structures productives. Les premières années du siècle, marquées par la création d'un grand nombre d'établissements, voient plusieurs centaines d'individus se lancer dans l'aventure industrielle. Il n'y a pas de sang neuf pour autant, ou si peu. Originaires de Lille et des communes environnantes, ces patrons sont en général issus des structures proto-industrielles¹⁹. La direction de la fabrication concentrée et mécanisée est assurée, le cas échéant, par des contremaîtres attirés par des salaires attractifs. Plusieurs exemples montrent que les entrepreneurs du coton surent s'attacher les services d'une main-d'œuvre qualifiée et très mobile. Originaire de Versailles d'où il arrive en 1804, Jean Nicolas Olin contribue à l'érection de la fabrique de Jean Baptiste Bailly-Rossignol à Comines. Jean Nicolas est accompagné de Pierre Antoine Pouillaude, également contremaître à Comines puis à Lille en 1805. Dans sa migration professionnelle, ce dernier emmène son fils de 24 ans, Jean Étienne, qui participe à la mise en activité de la filature du Lillois Aimé Mille. L'apport technique de chacun de ces ouvriers qualifiés, souvent engagés à l'issue d'un acte notarié, est encore attesté par l'itinéraire professionnel de Charles Dewulf, né à Tronchiennes (où le célèbre Liévin Bauwens installe une importante filature de coton) : on le repère comme contremaître dans au moins trois établissements à Lille et Roubaix entre 1810 et 1812²⁰. Ces habiles mécaniciens conduisent les opérations de fabrication et participent

(18) Gérard GAYOT, « Le point sur le renouvellement... », dans Gérard GAYOT, Jean-Pierre HIRSCH (éd.), *La Révolution française, op. cit.*, p. 348-353.

(19) À Lille et Tourcoing, les filateurs de coton sont issus à 70 % de la commune dans laquelle ils développent leur industrie, et à près de 85 % de villes situées dans l'arrondissement. Les chiffres sont encore plus élevés à Roubaix. Sur 89 filateurs recensés et établis dans la période, 86 sont nordistes (96,62 %), 71 d'entre eux (80 %) sont originaires de Roubaix et 14 arrivent de 6 communes proches, soit un total de 85 filateurs (95,5 %) recrutés dans l'arrondissement. Plus encore, l'importance du groupe des négociants engagés dans l'aventure industrielle montre les capacités d'adaptation de nombreuses familles locales. À Roubaix, les nouveaux industriels, les Defrenne, les Delaoutre, etc., peuvent compter sur les capitaux accumulés dans le commerce des draps de laine : Mohamed KASDI, *La naissance de l'industrie cotonnière...*, thèse citée, chapitre 7.

(20) AD Nord, L 197.

à la formation des futurs ouvriers locaux, qui viennent grossir les rangs des travailleurs qualifiés.

Toutefois, l'industrialisation de la filature de coton nécessite pour les prétendants à l'entreprise une immobilisation de capitaux autrement plus importante que lors de la période précédente. Les sommes nécessaires à l'achat d'assortiments propres à la filature et à l'aménagement d'édifices destinés à accueillir les nouveaux outils de production, mais encore les coûts de la matière première consommée en grande quantité par les mule-jennies, marquent une rupture dans les investissements opérés par les industriels. Sous le premier Empire, les filateurs engagent en moyenne un capital de plus de 26 000 F en matériel productif auxquels s'ajoutent 31 500 F consacrés aux bâtiments et encore autour de 25 000 F pour les achats de matières premières, soit un investissement d'environ 80 000 F. Entre 1815 et 1830, le capital d'entrée moyen pour les filateurs du département est porté à plus de 110 000 F, et à 150 000 F dans la première moitié de la Monarchie de Juillet.

Certes, bien des entreprises en activité dans les quatre premières décennies du XIX^e siècle se distinguent par des niveaux d'équipement très moyens. Toutefois, dès le début de l'industrialisation, les investissements nécessaires à la production de filés de coton obligent les candidats à disposer d'un capital confortable. Au demeurant, les nouveaux filateurs, en grande majorité, possèdent des patrimoines qu'ils mobilisent pour la création de leur entreprise. Ils disposent également du crédit que leur accordent, en l'absence d'un système bancaire organisé, les négociants, marchands et autres rentiers, détenteurs de capitaux qui accompagnent les filateurs tout au long de la phase d'industrialisation. Un dépouillement (non exhaustif) dans les archives de l'enregistrement lillois, entre 1801 et 1831, montre que plus d'une cinquantaine de filateurs contractent des crédits hypothécaires, pour une durée de 3 à 4 ans, d'une valeur moyenne de 13 500 F. L'établissement de plusieurs entrepreneurs est ainsi facilité par l'accompagnement de financiers qui, dans une conjoncture favorable, n'hésitent pas à investir dans une industrie prometteuse. Il arrive même que des entrepreneurs obtiennent plusieurs prêts successifs auprès des financeurs, pourvu qu'ils affichent de solides garanties hypothécaires. Ces dernières reposent généralement sur les bâtiments de filature qu'ils possèdent et sur les machines « immeubles par destination », qui servent de gages aux créanciers. Les obligations reposent également sur les biens propres de l'entrepreneur, quand le montant excède la valeur vénale du capital fixe de son établissement ou quand il n'est pas propriétaire de l'immeuble où sa filature est installée. Un exemple parmi d'autres : en

1820, le contremaître Ignace Solvyn reçoit un prêt de 10 000 F, remboursable en trois ans, du filateur roubaisien Delaoutre. La fragile position financière de l'ancien chef d'atelier se lit encore dans le second acte notarié, daté du même jour, où le nouvel entrepreneur contracte, auprès du même manufacturier, un bail de location pour un bâtiment industriel ainsi que pour l'ensemble des ustensiles de fabrique qui s'y trouvent contre une somme de 2 500 francs par an²¹. Pour beaucoup de filateurs, l'entrée dans l'industrie est en effet facilitée par la possibilité de louer leur bâtiment et d'accéder à la position d'entrepreneurs sans immobiliser des capitaux considérables. Entre 1805 et 1839, un tiers des entrepreneurs sont locataires des édifices industriels qu'ils dirigent. Ainsi, dans la période de multiplication des filatures, de nombreux candidats trouvent auprès de propriétaires ou rentiers, possesseurs de bâtiments parfois acquis comme biens nationaux, la possibilité de s'établir moyennant des sommes comprises entre 1 000 et 3 000 F par an.

Dans leurs relations d'affaires, les filateurs de la région lilloise entretiennent également des liens très étroits avec les négociants qui leur livrent la matière première. Le rôle de ces derniers est déterminant, compte tenu de la croissance de l'industrie cotonnière, pour la masse des filateurs qui dépendent, pour leurs approvisionnements, d'une vingtaine de négociants « faisant particulièrement du commerce des cotons en laine »²². Consommateurs réguliers, les filateurs bénéficient de délais pour le terme de leurs factures, et la pratique des comptes courants limite les éventuels problèmes de trésorerie. La fourniture de matière est plus aisée, et les échanges grandement facilités, quand les négociants interviennent dans la commercialisation des filés ou des toiles de coton produits. Toutefois, quand ces collaborations débouchent sur une société en nom collectif, la possession de techniques, de mécaniques, voire d'un petit bâtiment industriel, ne suffit pas à ces entrepreneurs pour être considérés par leurs associés, détenteurs de capitaux, comme des partenaires mis sur un pied d'égalité. Leur position apparaît même comme subalterne dans les actes de constitution qui précisent qu'ils ne possèdent pas la signature sociale ni « le droit de vendre, acheter, payer, recevoir, traiter et composer pour le compte de la société [...] »²³.

Les pionniers de la filature du coton ne sont pas épargnés par ces associations qui les cantonnent à la simple conduite de la fabrique et leur

(21) AD Nord, J 1774/53.

(22) AD Pas-de-Calais, 43J/106.

(23) AD Nord, 6 U 2/11.

enlèvent tout pouvoir de décision. C'est le sort réservé à Lefebvre-Burghelle, premier filateur à utiliser les mule-jennies en 1800, contraint à s'associer après des difficultés rencontrées en 1808. Le négociant Jean Baptiste Masquelier, qui vient à son secours, le transforme en simple filateur à façon. La chose est entendue dès le premier article du contrat de société qui stipule que Lefebvre-Burghelle « ayant actuellement un atelier monté à Seclin et pourvu de toutes les mécaniques et ustensiles, sera employé par les seconds à la filature de coton de toute espèce »²⁴. L'acte précise plus loin la perte d'indépendance du filateur qui s'engage « à ne travailler et faire travailler que les cotons qui lui seront fournis par le second, renonçant à ne rien faire, soit pour son compte, soit pour le compte d'autrui, sans le consentement » du négociant.

Le dynamisme des créations d'établissements se conjugue en réalité avec la disparition tout aussi rapide de nombreuses entreprises. L'ensemble de la période est marqué par un renouvellement continu des filateurs, et ils sont en réalité peu nombreux à s'inscrire durablement dans le paysage industriel local. Au seuil des années 1830, les trois quarts des entrepreneurs ne sont déjà plus aux commandes de leur établissement. Le calcul, pour 137 entreprises à la tête desquelles se trouvent un ou plusieurs filateurs, montre qu'en moyenne, elles existent un peu moins de huit ans avant de disparaître ou de connaître une modification. Une grande partie des filateurs disparaît donc après avoir connu des difficultés jamais surmontées, qui les éliminent pour toujours de l'industrie et des affaires. La trajectoire des contremaîtres devenus entrepreneurs témoigne ainsi qu'il est plus facile d'entrer dans l'industrie que de s'y maintenir. Rasez, qui prend en location, en 1813, le bâtiment et les métiers à filer de Demailly, n'est filateur que deux ans. On perd vite la trace de Solvyn et celle de Corset installé à Lille en 1825. Lancel et Lemariant sont associés à Lille entre 1835 et 1837, avant de disparaître du monde de l'industrie. Margée, filateur à Lille en 1819, est failli quatre ans plus tard. À Roubaix, Bayart passe le même nombre d'années à la tête d'une société en commandite avant de connaître le même sort. C'est un an de moins que le temps passé comme entrepreneur par Flament, filateur à Lannoy entre 1825 et 1830, en association avec le négociant Lecherf²⁵.

Les entrepreneurs qui immobilisent une grande partie de leur patrimoine et de leurs capitaux sont également vulnérables au moindre ralen-

(24) AD Nord, J 1774/32.

(25) AD Nord, 6 U 2/15.

tissement des affaires. La crise qui touche le secteur dans les années 1820 ébranle de solides filateurs soumis à la baisse des prix des filés, dans un contexte de compétition exacerbée consécutive à la forte augmentation des capacités productives. Beaucoup doivent se résoudre à céder leurs outils de production à des créanciers, souvent négociants en coton, qui n'intègrent pas l'industrie, au moins jusque dans les années 1830, et peuvent permettre l'entrée dans l'industrie à de nouveaux candidats. Les exemples de réussite dans la durée des entreprises conjuguent souvent, en effet, la possession de gros capitaux, qui permettent de tenir l'ensemble du processus économique de l'approvisionnement en matières premières à la commercialisation des produits, et une prudence dans les investissements. C'est le cas par exemple de la famille Barrois qui, malgré la possession d'une solide fortune, est longtemps à la tête d'une filature de taille modeste. À Roubaix et Tourcoing, de nombreux marchands fabricants, à l'origine de dynasties de capitaines d'industrie, maintiennent souvent, dans la période, des structures productives éclatées et de petites dimensions qui donneront naissance, dans les années 1830, à des regroupements familiaux créant de solides sociétés qui s'inscriront dans la durée²⁶.

L'époque de la mécanisation généralisée de la filature du coton impressionne par la quantité de créations d'entreprises dans la région lilloise. Bien sûr, la facilité de s'établir, dans une période où les seuils d'entrée connaissent une tendance à la hausse, se conjugue avec la difficulté à s'inscrire dans la durée pour la grande majorité des nouveaux entrepreneurs. Toutefois, jusqu'à la fin de la décennie 1820, l'essor industriel dans le coton se caractérise précisément par l'existence d'un grand nombre de prétendants à l'entreprise. Par-delà la diversité de leur trajectoire, ils témoignent du dynamisme d'une région dont on n'imagine pas, compte tenu de la vigueur du processus, qu'elle ait pu ignorer une gestation propice au développement industriel. Celle-ci passe en fait par une modification profonde de la consommation locale et de l'orientation des marchés extra-régionaux dans les décennies qui précèdent. Elle passe aussi par un fourmillement de micro-initiatives lors de la période révolutionnaire proprement dite dans le textile en général, dans le coton en particulier.

(26) Mohamed KASDI, *La naissance de l'industrie cotonnière...*, thèse citée, chap. 7.

Années 1770-1820 : tendances longues et modifications brusques de la demande

Quelle que puisse être, au cours de cette période, la fluidité des échanges, grand commerce international et marché local restent cependant inextricablement mêlés. Si le premier produit la vibration, c'est le second qui donne la résonance.

Une approche pointilliste des marchés d'exportation

L'inventaire dressé en 1832 à la mort du négociant lillois Alexandre Liévin Defrenne, petit-fils du fabricant roubaisien Liévin Defrenne, montre combien, au début de la Monarchie de Juillet, la diffusion des articles de Roubaix couvre alors un champ assez étendu en France et à l'étranger²⁷. Le détail des marchandises en magasin (étoffes à carreaux, de satins superfins fil et coton ou trame laine et coton, coutils en coton, mexicaines laine et coton mais aussi tout coton, printanières rouges de la même matière, etc.) reflète la grande diversité des expéditions en cours de paiement qui composent l'ensemble des actifs circulants. Si l'on note l'absence de clients dans l'Europe du Nord-Ouest, les relations sont solides avec la Suisse (Genève), l'Espagne (Barcelone) et, surtout, les États italiens, Turin, Venise ou Rome, mais encore Livourne, Gênes ou Trieste : les relations les plus lucratives concernent le marché transalpin et bien au-delà, via les ports²⁸. Cependant, le marché national reste un débouché essentiel : les produits de la fabrique de Roubaix pénètrent au plus profond des campagnes françaises, du Morbihan au Cantal en passant par le Lot. Cette ouverture sur les marchés extra-régionaux n'est d'ailleurs pas une nouveauté. En 1809, la mise en faillite de la maison Cox frères permet déjà de mesurer l'importance du débouché transalpin pour les nankins et autres étoffes de coton produites à Roubaix. Si les Provinces-Unies et les États allemands ne sont alors pas ignorés, c'est dans la péninsule italienne que les clients sont les plus nombreux, Milan et Naples se taillant la part du lion²⁹. D'autres exemples le confirment : la tradition exportatrice de la région lilloise est solidement arrimée.

(27) AD Nord, J 1464/16.

(28) Il est probable que l'absence de relations commerciales avec les Provinces-Unies soit liée aux événements qui conduisent à la création de la Belgique et à l'établissement de nouveaux tarifs douaniers pour les marchandises exportées vers le nouvel État.

(29) Naples et Milan regroupent un tiers des 63 maisons de commerce qui se fournissent en textiles roubaisiens auprès de la société Cox frères. Les dernières ventes effectuées dans la première

Toutefois, celle-ci n'est pas allée sans une reconversion quant à la nature des tissus dont on fait commerce. En 1790 déjà, depuis l'Italie, le négociant lillois Barrois-Virnot reprochait à sa femme restée en France les achats de camelots qu'elle venait d'effectuer. Il lui faisait part du discrédit des lainages sur le marché italien. Le 9 septembre, il lui écrit de Milan :

« Je vois avec peine que la fabrique de Lille perd tous les jours dans l'étranger et que toutes les fabriques sont dans le même cas. Les seules dont on parle sont celles d'Angleterre pour les lainages, plus encore celles d'Allemagne, celles de Saxe qui font presque tous nos articles, nous font particulièrement beaucoup de tort [*sic*]. Ils ont des camelots comme les nôtres, meilleurs et à beaucoup meilleur compte. Ils en font des rayés, des mélangés. Les nôtres sont nécessairement un article tombé pour l'étranger ».

Il observe aussi que de nombreux consommateurs délaissent les tissus traditionnels au profit de nouvelles étoffes. C'est pour les articles dénommés « vestes » que le négociant réussit à obtenir des commandes³⁰. Ces marchandises ont fait leur apparition à Roubaix peu de temps auparavant, quand une ordonnance des baillis et échevins de la ville a réglementé la largeur des « vestes tissées en coton, or ou argent, quadrillées ou fleuragées ». Voilà donc un tissu qui donne son nom au vêtement auquel il se destine. Barrois a vu juste : les ventes qu'il réalise dans les semaines qui suivent témoignent du changement radical de la mode vestimentaire en Italie. En octobre 1790, il ordonne à sa femme de continuer à passer commande aux fabricants roubaisiens en lui disant : « Comme tu as pu en juger dans les mémoires que nous t'avons envoyés, ce sont les vestes qui nous ont fait faire la moitié des affaires que nous avons faites ».

Barrois-Virnot n'est pas le seul à noter les transformations de la demande sur les marchés extra-régionaux, évidemment. Alexandre Decrême, qui débute vraisemblablement dans le négoce en 1786, ne tarde pas à enregistrer, lui aussi, cette modification très rapide de la demande au tournant des années 1790³¹. En 1787, ses expéditions de tissus en direction de la France du Nord-Est et de la Suisse se composent initialement de tissus de laine. Il vend alors exclusivement des calemandes, camelots, moletons, serges minorques et satins turcs, tous fabriqués dans la région

sont évaluées à plus de 430 000 F.

(30) Henry-Louis DUBLY, *Le caducée et le carquois. Correspondance du Sieur Barrois et de sa femme en 1790*, Lille, Éditions du Mercure de Flandre, 1926.

(31) Lors de son mariage, en 1784, il se dit « roselier ».

lilloise. Cinq années plus tard, les toiles mélangées coton/lin et coton/soie représentent entre 15 et 25 % des expéditions, selon qu'il s'agit de pièces entières, de demi-pièces ou d'aunes de tissus. En 1793, cette évolution se précipite : les toiles de pur coton comptent entre 25 et 50 % des ventes du Roubaisien. C'est alors que s'imposent dans son activité, comme dans celle de ses confrères, la vente des gilets (lin/coton) et des nankinettes en coton. C'est là, de toute évidence, une incitation de taille à délaisser pour partie les productions anciennes pour aller de l'avant et fabriquer des tissus à la mode³².

Les consommations de proximité

Seul l'inventaire des garde-robes lilloises permet de lever le voile sur la consommation d'une partie des ménages. À raison d'une coupe annuelle par décennie entre 1771 et 1831 et sur la base de 5 inventaires retrouvés par année, il est possible de reconstituer grossièrement l'évolution de la composition des vêtements et du linge de maison, au sein d'un échantillon où prédominent les éléments constitutifs de la petite et moyenne bourgeoisie³³.

La moisson est sans surprise : dans les inventaires, tabliers, chemises, bas, bonnets et mouchoirs abondent, tout comme draps, nappes et serviettes. De surcroît, si le rapport entre les deux catégories varie selon le niveau de richesse de chacun, on notera la remarquable progression du linge de table entre 1771 et 1831. La prisée du marchand de fer Valentin Deveaux en 1821 est exemplaire à ce sujet : à côté de 41 chemises, 31 paires de bas, 13 pantalons et 1 culotte de soie, il y a 508 serviettes, 174 tabliers, 156 draps, 63 nappes, 47 rideaux et 26 couvertures. À l'autre extrémité de l'échelle sociale, les dépenses vestimentaires continuent cependant, au terme chronologique de cette étude, de passer avant l'acquisition du linge de maison. Il est impossible, par ailleurs, de déterminer systématiquement la composition par fibres des textiles consignés dans les inventaires, compte tenu du caractère fort imprécis de nombreuses prisées et de l'importance des fibres mélangées. S'il est interdit de se faire

(32) Les activités commerciales d'Alexandre Decrême ont été analysées à partir de son « livre d'expéditions » mis à notre disposition par François Vernier, descendant de la famille du fabricant roubaisien, que nous remercions.

(33) Sources privilégiées pour l'étude sociale, les inventaires après-décès ne représentent qu'une faible part des actes dressés par les notaires. L'échantillon, ici rassemblé, correspond à plus de 10 % des inventaires établis à Lille pour les années considérées. Cf. Mohamed KASDI, *La naissance de l'industrie cotonnière...*, thèse citée, chapitre 1.

quelque idée quant à la composition du linge de maison, le détour par le tissu composant ordinairement les vêtements est riche d'enseignements, quant à lui.

Parmi les toiles qui apparaissent à la fin de l'Ancien Régime, celles constituées à partir du coton sont les plus nombreuses. Si des nouveautés apparaissent également du côté de la laine, le lin reste le parent pauvre d'un éventail où l'innovation tire du côté de tissus jusqu'alors inconnus dans la région. Au demeurant, quand on retient la mention de la matière utilisée pour la confection des vêtements et du linge de maison, pièce après pièce, la part des incertitudes est considérable. Elle entraîne vraisemblablement une minoration de la part respective du lin et de la laine. Toutefois, ce constat ne doit pas occulter les mouvements de fond qui affectent la demande : le contenu des garde-robes tourne manifestement à l'avantage du coton lors de l'épisode révolutionnaire. Entre 1791 et 1801, sa part double quant aux vêtements chez les lillois ; moyennant une légère baisse, elle se maintient ensuite (mais il faut attendre les années 1830-1840 pour que l'on puisse observer avec certitude un mouvement similaire du côté du linge de maison).

Si l'on observe enfin la répartition des matières premières dans les différents produits textiles, il va sans dire que la laine reste utilisée massivement pour les vêtements « du dessus ». Habits, gilets, vestes, jupes, couvertures : seule la laine permet de se protéger efficacement du froid. Le lin n'est pas en reste. Chemises, tabliers, mouchoirs, toiles fines et toiles grossières : cette fibre reste incontournable. Mais ce qui frappe surtout, c'est le caractère ascendant de l'utilisation du coton à partir de 1791 : le coton apparaît alors dans toutes les pièces textiles, manteaux et redingotes exceptés. Robes, jupes, jupons, tabliers, jacotins, déshabillés, bas, gants mais aussi rideaux et courtpointes : agréable à porter, le coton est aussi un bel ornement quand il s'agit de paraître « sous toutes les coutures » ou d'avoir une maison « bien tenue ».

En définitive, il n'y a rien de surprenant à constater que, plus les garde-robes s'étoffent, plus la part du coton progresse au tournant du siècle. Mais il est tout aussi manifeste que la période révolutionnaire n'interrompt en rien cette évolution. Au contraire, elle l'accélère. Certes, dans les années 1770-1790, toutes les toiles peintes achetées par la clientèle régionale ne proviennent pas nécessairement de la production locale. Les rares inventaires ou bilans de faillites de marchands dont on dispose montrent que ces derniers s'approvisionnent ailleurs. La région est un grand marché où convergent en fait bien des produits fabriqués partout en France et hors des frontières notamment en Suisse. D'ailleurs, en 1786,

lors des pourparlers pour le traité franco-anglais, Barthélémy, le chargé d'affaires en Angleterre, note que « l'état critique de la région du Nord vient de la faveur croissante accordée aux cotonnades qu'on ne produit pas encore convenablement »³⁴. Il y avait donc déjà là, lors de la décennie pré-révolutionnaire, un débouché pour des manufacturiers locaux en mal de reconversion, suite au repli de la demande en tissus de laine et de lin. Aussi, compte tenu du savoir-faire accumulé et des capitaux disponibles dans une région à ce point manufacturière, comment ne pas supposer, au moins à titre d'hypothèse, une mutation de l'appareil productif qui, sans attendre la stabilisation impériale, opèrerait sa mue, au cœur même de la tourmente révolutionnaire ?

La Révolution : quelle mue de l'appareil productif ?

S'agissant de la région lilloise comme partout ailleurs en France, la tradition historiographique n'a cessé de mettre l'accent sur les dimensions perturbatrices de la Révolution, au point d'ignorer, le plus souvent, combien il avait fallu travailler et produire au quotidien pour vivre, tout simplement. Aussi la tourmente politique n'a-t-elle pas tout emporté, tout bouleversé, loin s'en faut, quand il a fallu réorienter la production textile pour se conformer à la physionomie nouvelle des marchés.

À chaque fibre sa part

Sur la base des statistiques recueillies par le préfet Dieudonné, on peut, certes très grossièrement (et sans revenir sur les conditions d'élaboration de ces statistiques), estimer la part respective de chaque fibre au sein de l'industrie textile avant la Révolution. Le lin, majoritaire, participe pour plus de la moitié du chiffre d'affaires réalisé dans la branche. Si la région ne produit que du lin « de gros », c'est à Quesnoy-sur-Deûle, non loin de Lille, que s'achètent tous les lins teillés, « de gros » comme « de fin ». Débarrassés de leur paille puis peignés, ces lins teillés (« épangués » selon l'expression locale) ne parviennent toutefois pas à satisfaire tous les besoins de la région en fils. Filés autour d'Armentières, de Quesnoy-sur-Deûle et de La Bassée, ces fils alimentent les retorderies qui, implantées majoritairement à Lille, constituent une activité presque

(34) Léon CAHEN, « Une nouvelle interprétation du traité franco-anglais de 1786-1787 », *Revue historique*, tome 185, janvier-juin 1939, p. 257-285 (cf. p. 279).

aussi importante que le tissage des toiles. Le fil « de gros » retors reste pour moitié dans la région et s'exporte pour l'autre moitié. Le fil « de fin » alimente les dentellières lilloises mais part également en Normandie, en Lorraine ou dans le Massif Central : il est utilisé, par exemple, dans la fabrication des dentelles du Puy. Toiles dites de ménage, à sac, à voiles, écruës ou blanchies, toiles de couleur, cordons, rubans, lacets, dentelles enfin : la complémentarité ville/campagne est manifeste dans le tissage autour de Lille et tout le long de la vallée de la Lys. Vers 1800, le lin conserve l'un dans l'autre sa place : indépendamment de l'évolution du niveau général d'activité, il compte pour moitié dans le volume total de l'activité textile.

La laine doit représenter, quant à elle, un tiers de l'activité textile de la région lilloise à la veille de la Révolution. Filature de la laine peignée dans les villages, de « fils doux » destinés à la bonneterie aux portes de Lille (Saint-André, Lambersart, Fives, Wazemmes), de « fil ras » autour de Tourcoing, etc. : c'est du dynamisme de la filature que dépend la fabrication des camelots, molletons, satinettes et autres draps communs qui constituent l'essentiel du tissage à Lille, Tourcoing, Roubaix (dans une moindre mesure) et les bourgs environnant du nord-est de la région lilloise. Mais la crise, déjà perceptible lors de la dernière décennie pré-révolutionnaire, se précipite après 1789/1790 : en 1800, le travail de la laine ne représente plus que 15 % du chiffre d'affaires généré par l'activité textile. C'est la concurrence du coton qui explique, pour l'essentiel, cet effondrement de la laine. Celui-ci comptait pour 10 % des productions textiles vers 1789. Il représente près de 20 % en 1800, bien davantage si l'on considère les toiles mélangées et la bonneterie. La transformation de l'appareil productif de la région lilloise est manifestement en phase avec l'évolution du marché. Elle reste cependant inachevée : le tissage des toiles de coton génère un chiffre d'affaires évalué à 7,6 millions de F alors que la filature ne compte que pour 4,9 millions et l'impression des toiles pour 0,8 million. Ceci ne va pas, bien sûr, sans mutations spatiales au sein de l'appareil productif.

Nouveaux territoires productifs, nouveaux partenariats

Si la géographie du travail du lin n'a aucune raison de se modifier lors de l'épisode révolutionnaire, l'émergence du coton, en grande partie aux dépens de la laine, ne va pas sans remise en cause de l'organisation spatiale du tissu productif au sein d'une zone qui, prenant en écharpe

Lille et Roubaix, parcourt tout le versant nord-est de ce qui est alors un district.

Jusqu'aux années 1780, les productions de tissus en laine ont reposé sur l'importation de matière première à partir de l'étranger et des provinces voisines. En 1790, la municipalité de Roubaix fait observer aux autorités du département que les laines brutes proviennent pour moitié des Provinces-Unies et des Pays-Bas autrichiens, pour moitié du Nord et surtout du Pas-de-Calais³⁵. L'Artois est d'ailleurs, plus que tout autre, le lieu de prédilection des marchands-fabricants quant à leurs approvisionnements en matière première. L'attention portée par les autorités, qui édictent au XVIII^e siècle, des règlements pour garantir des laines de qualité, encourage en retour les éleveurs des plateaux artésiens à une production destinée à cet usage³⁶. Les soins apportés à son activité d'éleveur par François Delporte, propriétaire d'un troupeau de 1 000 têtes dans le Boulonnais, dans « l'éducation » des moutons suivant la méthode anglaise ou bien encore la sélection et l'importation de béliers destinées à améliorer le cheptel, sont exemplaires des efforts entrepris par les producteurs de la province. C'est dans la région que le Roubaisien Liévin Defrenne opère, par le biais de son commissionnaire Jacques Josien de Mont Bernanchon, des achats de troupeaux d'ovins élevés dans la province³⁷. Son « courtier de laine », Joseph Lemaître, est également chargé d'acheter des « matières fraîchement tondues » dans les élevages de plusieurs communes dont Lillers. Province d'origine d'une grande partie des laines destinées aux métiers de la fabrique roubaisienne, l'Artois est aussi une zone essentielle pour le filage des laines, tantôt issues de la production locale, tantôt importées³⁸. C'est là, par exemple, que Defrenne donne à travailler ses laines achetées aux Provinces-Unies pour compléter ses approvisionnements locaux. Comme lui, les principaux marchands-fabricants roubaisiens emploient une grande partie des femmes en quête de ressources complémentaires lors des longs mois d'hiver. Dieudonné estime ainsi à 20 000 le nombre de ces ouvrières, disséminées dans les villages entre Lens, Arras, Doullens, Abbeville, Saint-Pol et jusque La Bassée où l'on

(35) AD Nord, L 8502.

(36) Sandra BOS, Jan LUCASSEN, Roger DE PEUTER, *Inventaire de la collection Bruyard concernant le Bureau (de la balance) du Commerce et l'Inspection des Manufactures sous l'Ancien Régime*, Amsterdam, Nederlandsch Economisch-Historisch Archief, 1996 : Inspection des manufactures d'Amiens et d'Artois, n° 460 et 463, et papier Delporte 1308, 1317 (communiqué par Philippe Minard).

(37) Henry-Louis DUBLY, *Le caducée et le carquois...*, op. cit., p. 37 et 47.

(38) AD Nord, L 8502.

produit, sous l'Ancien Régime, du fil de laine, dit de sayette, pour la fabrication de camelots ou de calemandes fabriqués dans l'arrondissement de Lille³⁹.

Toutefois, dès l'an V, l'administration municipale et cantonale d'Arras fait état à François de Neufchâteau du recul de la filature de la laine dans le département et de l'inactivité d'un grand nombre de bras abandonnés par les donneurs d'ouvrage roubaisiens⁴⁰. L'utilisation croissante du coton dans la fabrication des toiles redessine en effet un territoire industriel aux contours plus homogènes et à l'espace plus restreint. Tandis que les relations entre l'Artois et la région lilloise autour de la laine se distendent, naît un nouveau découpage des formes de complémentarité spatiale dans l'organisation des différentes étapes de la fabrication des étoffes. Lille devient le centre d'approvisionnement en filés de coton, tandis qu'un nouveau partenariat associant Lille et Roubaix se fait jour. Les marchands-fabricants roubaisiens, précédemment donneurs d'ouvrage dans la province d'Artois, se tournent désormais vers les fabricants de coton filé de Lille⁴¹. Autrement dit, la ville vers laquelle ne convergeaient, sous l'Ancien Régime, que les produits finis destinés à être commercialisés par le biais des négociants de la place, accueille à présent les commandes roubaisiennes de produits semi-finis. C'est là une réorientation majeure des relations économiques entre la capitale provinciale et son plat pays : une partie des négociants lillois se reconvertit et passe de la commercialisation des draps de laine à celle des filés de coton ; les marchands-fabricants roubaisiens, quant à eux, s'émancipent plus avant de la tutelle de Lille pour se consacrer à la conquête des marchés régionaux et bien au-delà.

Aussi, le succès grandissant des *jennies* dans la région en général, à Lille *intra-muros* en particulier, au seuil des années 1790, consacre-t-il une nouvelle répartition du travail propre au coton : à Lille, les opérations amont destinées à la production et à la préparation des filés, aux communes périphériques, Roubaix surtout, Tourcoing, Lannoy, Quesnoy ou Haubourdin dans une moindre mesure, le tissage des étoffes de coton⁴². Au demeurant, la concentration dans la métropole de la production des filés, se surajoutant aux autres activités plus traditionnelles liées à la laine et au lin, est rendue

(39) Christophe DIEUDONNÉ, *Statistique du département du Nord*, op. cit., tome 2, p. 420.

(40) Charles SCHMIDT, « Un essai de statistique industrielle en l'an V », *Bulletin de la Commission des documents relatifs à la vie économique de la Révolution*, 1908, p. 144.

(41) AD Nord, J 1472/39.

(42) AD Nord, L 8302.

possible par la présence d'une élite négociante. Celle-ci a pris promptement la mesure des changements dans la consommation et le parti qu'elle pouvait tirer d'une inversion, par fibre interposée, des circuits de production. La présence dans la ville de nombreux ouvriers inoccupés par la crise d'Ancien Régime, la désaffection progressive des consommateurs pour les textiles de laine (principalement les camelots) puis les destructions d'une partie de la ville lors du siège de 1792, facilitent d'ailleurs le transfert sectoriel d'une main-d'œuvre devenue pléthorique.

Le recours aux actes de mariage lillois entre 1786 et 1805 permet d'ailleurs de prendre la mesure de l'essor de la filature de coton pendant la Révolution française⁴³.

Document n° 2 : Nombre annuel de fileurs de coton mariés à Lille, 1786-1805

La fabrication des filés de coton à la mécanique devient alors la profession d'une grande partie de la génération des Lillois arrivée à l'âge adulte dans la décennie. Ce n'est plus dans la « tissanderie », la sayetterie, la bourgeterie ou même dans la filterie (activité traditionnelle qui alimente l'industrie de la dentellerie et qui résiste bien aux mutations en cours) mais bien dans la filature de coton que les Lillois trouvent le plus aisément

(43) Mohamed KASDI, « La naissance de l'industrie cotonnière... », thèse citée, chap. 7. L'étude a été complétée par le dépouillement des actes de mariages de la ville de Lille pour les années 1786 à 1792.

à s'employer comme « mécaniciens »⁴⁴. Mais il s'agit là, bien évidemment, d'une activité très sensible à la conjoncture politique et économique, en ces temps particulièrement tumultueux. Après une lente adoption des mécaniques anglaises, dans les années 1780, l'industrie de la filature de coton lilloise connaît une première phase de croissance significative : le nombre des *jennies* installées dans la ville se multiplie, et celui des nouveaux mariés désignés comme fileurs de coton passe de 11 en 1789 à 95 en 1791. La demande pour de nouvelles étoffes, les vestes et gilets, puis les nankinettes, stimule alors la production des fabricants de coton lillois. Le Roubaisien Alexandre Decrême qui reçoit ses premières commandes de gilets en décembre 1788 en fait dans les mois suivants l'un de ses principaux articles vendus sur le territoire national et en Suisse. Les premiers envois de nankinettes, en octobre 1791, sont suivis d'un succès égal les années suivantes pour devenir le principal objet de son commerce à la fin de 1792⁴⁵.

La consolidation de l'activité, soutenue par la demande de ces étoffes, est perturbée dans les années qui suivent le déclenchement des guerres révolutionnaires, guerres dont la région constitue l'un des principaux théâtres d'opérations. Les premiers revers militaires du printemps 1792 rendent difficiles les relations entre Lille et les villes de l'arrondissement qui absorbent ses productions de filés. Tous les liens sont mêmes rompus à partir de septembre 1792, quand Lille est assiégée et bombardée alors que Roubaix, Lannoy puis Tourcoing sont envahies par les Autrichiens. Certes, les occupations sont de courte durée et, aux lendemains de Valmy puis de Jemmapes, les affaires reprennent très vite. D'ailleurs, la correspondance commerciale d'Alexandre Decrême montre qu'il suffit de quelques jours après le départ des troupes étrangères pour que le coton filé à Lille irrigue de nouveau la fabrique de Roubaix dans des proportions considérables⁴⁶. Toutefois, sur l'ensemble de l'année 1792, l'état civil enregistre un recul d'environ un tiers de mariages pour les fileurs de coton par rapport à l'année précédente. Sur l'ensemble de l'année 1792, les

(44) Des ouvrières échappent à notre regard même si, à Lille, ce sont d'abord les hommes qui s'adonnent à la filature du coton. Il n'est pas impossible que des investigations plus poussées, dans les dépôts municipaux notamment, nous permettent par la suite de les traquer avec succès. En l'état, on se contentera de renvoyer à l'article de Samuel GUICHETEAU, « Y avait-il des ouvrières à Nantes au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles ? », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 114/3, 2007, p. 91-108.

(45) Henry-Louis DUBLY, *Le caducée et le carquois...*, *op. cit.*, p. 37 et 47.

(46) Charles BODART-TIMAL, « Roubaix et les Roubaisiens pendant la Révolution », *Mémoires de la Société d'Emulation de Roubaix*, 6^e série, tome 2, 1979, p. 128-129.

incidences du conflit sur les affaires d'Alexandre Decrême sont tout aussi sombres : il enregistre un recul de 30 % dans le nombre de ses expéditions alors que la période des troubles ne touche réellement la région que six mois tout au plus.

La reprise rapide des affaires, lors de la fin de l'année 1792, est cependant contrariée par la constitution de la première coalition et la deuxième invasion de la France qui entraînent l'occupation de Tourcoing, Comines et Roubaix, principaux débouchés pour les filés lillois. Les sources de l'état civil montrent cependant un recul de la filature lilloise moins prononcé que lors de la période précédente ; la présence des troupes étrangères est même loin d'interrompre complètement l'activité économique locale. La victoire de Tourcoing, en mai 1794, ouvre la voie à un retour à la normale en permettant le dégagement décisif des frontières du Nord : à Lille, le nombre de mariés enregistrés comme fileurs de coton retrouve, entre 1794 et 1796, un niveau comparable à celui de l'année 1791. Le cumul de ces chiffres pendant près de trois ans permet même la consolidation d'une activité qui se déploie déjà d'une manière considérable dans la ville avant de connaître un nouvel essor qui trouve son origine, sur fond de conflit généralisé à l'échelle de l'Europe toute entière, dans la loi du 10 brumaire de l'an V. Le texte législatif qui entend promouvoir l'industrie nationale en interdisant la consommation des produits manufacturés par la nation ennemie, l'Angleterre, décrète à l'article cinq la prohibition « de toute espèce de velours de coton, toutes étoffes de draps de laine, de coton et de poil ou mélangés de ces matières, toutes sortes de piqués, basins, nankinettes et mousselinettes, les laines, cotons, poils filés, les tapis dits anglais ainsi que toute espèce de bonneterie de coton ou de laine unie ou mélangée »⁽⁴⁷⁾. L'impact positif de la mesure apparaît de manière très nette pour Lille, où les unions contractées par des jeunes gens qui se disent fileurs de coton à la mécanique bondissent : elles concernent plus de 120 mariages en 1797 et en 1798, soit une progression de près de 30 % par rapport à 1791. Les filés de coton, produits par 6 000 ouvriers selon la municipalité⁽⁴⁸⁾, trouvent alors à s'employer dans la fabrication de nankins produits principalement à Roubaix. Le regain d'activité est porté par l'étonnante ingéniosité des fabricants qui mettent au point une large gamme de produits dérivés de l'étoffe d'origine chinoise. À l'origine des nouvelles étoffes bientôt désignées sous le label

(47) *Bulletin des lois, an V*, premier semestre, n° 825.

(48) Charles SCHMIDT, « Un essai de statistique industrielle », art. cit., p. 114.

de « nouveautés » ou « d'articles de Roubaix », on retrouve, entre autres, Alexandre Decrême, récompensé à l'exposition nationale de l'An X pour ses étoffes auxquelles il donne « les formes et les variétés que demande la mode »⁴⁹, ou bien encore Jean Baptiste Vilin, qui joint l'art du tissage à celui du dessin. Les productions locales sont par ailleurs confortées par la loi du 9 floréal de l'an VII qui impose des droits d'entrée sur les nankins importés et surtout par celle du 26 ventôse de l'an XIII qui prohibe complètement leur introduction sur le territoire national.

L'essor de l'industrie cotonnière n'est certes pas insensible à la crise nationale qui débute en l'an VII : le ralentissement de l'activité économique et la hausse des cours du coton brut provoquent des difficultés chez de nombreux fabricants de coton lillois. Le nombre des mariages enregistrés entre 1799 et 1802 est deux fois moins important que dans la période précédente. La récession qui touche la filature lilloise doit cependant être nuancée par l'installation dans les communes voisines de nombreux fabricants de coton. Les coûts de main-d'œuvre pratiqués dans les bourgs voisins, inférieurs à ceux consentis à Lille, sont ainsi à l'origine du développement de la filature à Templeuve (où on recense bientôt 400 mécaniques), à Lannoy (où l'on comptabilise 150 fileurs de coton en l'an VI), ou encore à Haubourdin, Tourcoing, Genech, Orchies etc. C'est cependant la baisse des prix de la matière première, à la fin du Consulat, qui permet enfin à la filature de coton lilloise de retrouver un haut niveau d'activité. En 1803, le nombre des mariages lillois enregistre un record, avec 129 unions, chiffre jamais égalé depuis l'introduction de l'industrie dans la cité. Les communes où s'installe l'industrie sous le Directoire connaissent une croissance semblable. L'arrondissement produit alors 500 000 kg de coton filé, quantité près de quinze fois supérieure à celle de 1790 ; les fabricants emploient plus de 10 000 ouvriers à la filature sur petites mécaniques et environ 6 000 à la fabrication de près de 120 000 pièces tissées de coton par an⁵⁰.

Quel renouvellement des « compétences » ?

Le monde entrepreneurial est évidemment fort divers : de puissantes familles du négoce et de la manufacture côtoient des fabricants à peine sortis du travail salarié et placés à la tête d'affaires qui emploient peu d'ouvriers. C'est plus particulièrement le cas dans le coton, là où il

(49) Christophe DIEUDONNÉ, *Statistique du département du Nord, op. cit.*, p. 325.

(50) AM Lille, Fonds révolutionnaire 17998.

y a des places à prendre ; c'est plus encore dans la production des filés que ces hommes nouveaux apparaissent. Entre 1786 et 1805, ce monde des fabricants de filés de coton à la petite mécanique prend de l'importance. Au demeurant, c'est entre 1792 et 1796 que leur multiplication trouve sa traduction la plus affirmée dans la courbe des mariages. 320 entrepreneurs sont recensés à Lille même dans les actes de mariage comme jeunes époux ou témoins. C'est surtout en 1794 et en 1795 qu'ils sont les plus nombreux, comme si beaucoup d'entre eux s'étaient installés récemment. Quatre fois sur cinq, ces fabricants sont originaires de Lille ou des communes limitrophes. Jeunes (31 ans de moyenne d'âge), ils proviennent le plus souvent d'un monde à mi-chemin de la boutique et du salariat. En majorité, leurs épouses sont dentellières, lingères, repasseuses, couturières, fileuses de coton, etc. S'ils sont nombreux à tenter l'aventure à une échelle modeste mais bien réelle, c'est que l'établissement d'une filature de coton à la jenny ne nécessite qu'une mise de fonds fort modeste. La location d'un bâtiment, quelques machines d'occasion achetées à crédit, cela leur semble suffire pour s'installer et s'inscrire de manière durable dans le tissu productif. Les bilans de faillite font état d'un actif moyen à peine supérieur à 6 000 F, mais une fois sur deux, cet actif est inférieur à 2 000 F. En outre, les marchandises représentent en moyenne plus de trois fois les capitaux immobilisés en outils de production⁵¹. Sujets aux turbulences de la conjoncture, qu'il s'agisse du prix de la matière première ou des débouchés, incapables de parer aux à-coups de celle-ci faute de réserves financières, bien des fabricants à la petite mécanique, la griserie de l'indépendance productive évanouie, connaissent un parcours chaotique.

Nombre d'entre eux, petits entrepreneurs au début de la période, échouent et rejoignent tôt ou tard le monde des façonniers, voire même des fileurs. Singulière inversion du procès de production : les négociants roubaisiens fournissent dorénavant à des travailleurs à façon lillois des balles de coton dont ils récupèrent tout ou partie en filés⁵². S'il est plus facile de s'installer que de se maintenir, l'exemple des fabricants de filés de coton à la petite mécanique montre néanmoins combien la décennie révolutionnaire enregistre quantité de micro-initiatives qui, sans bouleverser pour autant l'ordre établi, révèlent la vitalité des initiatives économiques, aussi modestes soient-elles.

(51) AD Nord, 6 U 2/9 ; 6 U 2/978.

(52) AD Nord, 6 U 2/9.

Document n° 3 : Nombre de fabricants de filés de coton mariés à Lille, 1786-1805

Cependant, rien ne permet pour autant de justifier le discours d'une nouvelle donne, d'un changement des règles du renouvellement et de la longévité des affaires quand il s'agit des négociants et des fabricants d'importance. Outre le fait qu'elles font long feu, ces micro-initiatives ne remettent pas en cause la capacité des maisons solidement établies à résister, et à se reconverter le cas échéant, lors de ces années tumultueuses. Quand elles ne résistent pas, tant bien que mal, à la conjoncture défavorable, bien des familles de quelque importance engagées jusque là du côté de la laine diversifient leurs activités, menant de front fabrication et négoce de la laine et du coton. Ainsi, à Roubaix, Liévin Defrenne écrit en 1791 à des correspondants hollandais :

« Je ne sais quel conseil je pourrais vous donner dans les circonstances actuelles pour la bonne réussite de vos entreprises d'acheter ou non des laines car Dieu seul connaît l'avenir [...] Nos ouvriers ont cependant beaucoup d'ouvrage mais ce n'est pas dans l'emploi de nos laines mais bien dans les cotons et la soie, fabriques que je n'ai pas encore commencé ni envie de faire et que je laisse à l'activité de nos jeunes gens »⁵³.

(53) Henry-Louis DUBLY, *Sous le signe du Lion*, Lille, Éditions du Mercure de France, 1925 : lettre de juillet 1791 à la maison Veuve Paul Durieux et fils à Leyden.

Peu de temps après, on trouve trace de ses fils comme fabricants de toiles de coton et expéditeurs de tissus sur le marché parisien et dans l'est de la France. Il en va de même pour Constantin Florin, maire de Roubaix, qui emploie plusieurs centaines de fileurs de laine en Artois. Son fils cadet Charles, dès 1791, est installé fabricant de filé de coton quai de la Basse-Deûle à Lille et fournit en filés de coton ses deux frères, fabricants de toiles à Roubaix⁵⁴. Ils sont nombreux à faire de même. On pourrait multiplier les exemples, à Roubaix même, mais aussi à Lille ou encore dans les petites villes du plat pays (Comines, Halluin, Lannoy) : bien des familles solidement ancrées dans le commerce régional s'adaptent au plus vite au caractère mouvant des marchés. Qu'importe la fibre pourvu que l'on fasse des affaires ! Ce sont le plus souvent ceux-là qui vont perdurer et œuvrer à la pérennisation des dynasties du négoce et de la fabrique. Quand leurs fils leur succèdent et prennent le contrôle de ceux qui, plus modestes, moins avisés, sont acculés à la faillite, la boucle est bouclée.

La région lilloise, cadre de cette étude, n'est qu'une échelle d'observation parmi d'autres : ce qui importe, en variant la focale pour saisir d'un seul tenant cet espace à forte concentration d'activités textiles, c'est pour partie de confirmer, pour partie de révéler, la nature des changements qui affectent le système productif dans son ensemble.

Confirmer : si la Révolution est un choc qui détermine un fond général de crise, la région lilloise ne s'en sort pas si mal que cela. Fort probablement affectées par la désorganisation des marchés, les activités linières opèrent une phase de repli, mais survivent à tout le moins. Bouleversées par la transformation des modes de consommation et la hausse des matières premières, les étoffes de laine se vendent mal et seules les marchandises qui bénéficient d'un effet de niche, comme à Tourcoing, ou qui reposent sur une combinaison laine/coton, tirent plus sûrement leur épingle du jeu. Profitant de son dynamisme juvénile, le coton, en revanche, devient le fer de lance de la reconversion⁵⁵. Rien de surprenant à tout cela : ces évolutions sont à la mesure de ce qui se passe pour l'ensemble de la moitié nord de la France et possèdent une traduction territoriale certaine. La région lilloise résiste bien, Roubaix opère sa mue, Tourcoing attend des jours meilleurs. Dans la vallée de la Lys, le succès que rencon-

(54) AM Roubaix, 3 G/1.

(55) Se reporter presque exclusivement à ce sujet à Serge CHASSAGNE, *Le coton et ses patrons, France, 1760-1840*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1991, chapitre 3.

trent certaines productions bien spécifiques (comme la rubanerie cominoise) ne parvient pas à masquer la stagnation d'ensemble de l'industrie linière pour laquelle, de toute évidence, la consommation locale est un viatique.

Révéler : en se rapprochant, en focalisant le regard sur tous ceux qui, entrepreneurs infiniment petits, n'ont guère laissé de traces ailleurs que dans les actes de l'état civil, une réalité nouvelle apparaît. Elle ne se substitue pas, mais s'ajoute à ce qu'il nous a été donné d'observer en situant le regard à d'autres échelles. Si les patrons de quelque envergure s'adaptent tant bien que mal aux turbulences conjoncturelles et aux mouvements de fond qui affectent l'activité textile, leur capacité à résister s'adosse à la vitalité d'un mouvement de création de micro-entreprises qui passe surtout par la mise en place de petits ateliers dans le coton. Si la nature exacte de ces derniers reste mal connue, si leur avenir reste continuellement mal assuré, il s'agit là, vraisemblablement, d'un mouvement qui, profitant de la nouvelle donne institutionnelle et de l'engouement de la clientèle pour la nouvelle fibre, procède concomitamment d'une libération des énergies et d'une multiplication des initiatives. C'est entre les entrepreneurs et des ouvriers fileurs que viennent s'immiscer ces petits patrons qui assurent, dans un cadre extrêmement souple, une partie de la production des filés. Face à des marchés incertains, ceux-ci confèrent à l'appareil de production local une capacité d'adaptation sans pareil. Ils expriment, au cœur des turbulences révolutionnaires, une volonté certaine de tirer parti des difficultés de l'heure pour innover en jouant le jeu de l'atomisation des expériences entrepreneuriales. Autant de barques destinées à franchir les remous quand les navires, plus lourdement chargés, réduisent la voile pour ne pas compromettre une navigation au long cours.

Variation des échelles, certes, nouvelle structuration des temporalités, aussi. Au milieu des années 1780, l'activité textile dans la région lilloise est à bout de souffle ; le traité de 1786 révèle plus qu'il n'enclenche l'inadaptation du système productif régional au caractère mouvant des marchés. En ce sens, si césure il y a, c'est en amont de la rupture révolutionnaire proprement dite. Au seuil des années 1800, le changement de décor a eu lieu : il ne fait plus de doute que l'avenir est au coton et, d'une manière plus générale, à la modernisation des formes du travail, comme si l'Angleterre, toute proche, faisait des émules timides, certes, mais attentifs. Entre ces deux bornes, une quinzaine d'années décisives. Nouvelles règles du jeu industriel, adéquation à la nouvelle donne des débouchés commerciaux, réorganisation des procès de production et

réaménagement de la carte productive : la décennie révolutionnaire, vue de la région lilloise, ne connaît rien du « grand déclassement » que Pierre Chaunu croyait devoir stigmatiser.

Mohamed KASDI

IRHiS, UMR 8529,
Université Lille 3
32 rue P. Demulder,
59100 Roubaix
kasdi.mohamed@wanadoo.fr

Didier TERRIER

EA 4343
CALHISTE,
Université de Valenciennes
Le Mont Houy
59033 Valenciennes Cedex 9
didierterrier@wanadoo.fr